



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 12 MARS 2025**

mettant en demeure la société AUCHAN  
de respecter des prescriptions d'exploitation de sa station-service  
située place André Maurois à 67200 STRASBOURG  
(AIOT n°0006701069)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 02/04/2013, fixant à la société AUCHAN CARBURANT des prescriptions complémentaires relatives à l'autosurveillance des eaux souterraines au droit de son site, place André Maurois à Strasbourg, au titre du Livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite d'inspection, du 30 janvier 2025, des installations de la société AUCHAN CARBURANT situées place André Maurois à Strasbourg (67200) ;
- CONSIDÉRANT** que la station-service présente un risque de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées et que pour cette raison, l'arrêté préfectoral susvisé a été pris en 2013 pour prescrire l'autosurveillance des eaux souterraines au droit et au voisinage du site ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant fait procéder à un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines, et, depuis 2023, à un suivi annuel de la qualité des gaz souterrains en complément ;
- CONSIDÉRANT** qu'au vu des résultats d'analyse et de la pollution dont il est fait état au droit de la station-service, le bureau d'études préconise, dans ses rapports de surveillance des eaux souterraines et des gaz souterrains, de mettre en œuvre des actions permettant de limiter cette pollution ;
- CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 30 janvier 2025, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 02/04/2013 susvisé, suite à la détérioration d'un piézomètre, cet ouvrage ne garantit plus la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque de pollution. Or, l'exploitant n'a pas pris de mesure pour vérifier l'état de cet ouvrage, ni même qu'aucune pollution de la nappe n'ait eu lieu au niveau de ce piézomètre ;
- CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 30 janvier 2025, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 02/04/2013 susvisé, les actions correctives liées aux préconisations du bureau d'études dans ses rapports de surveillance, sont insuffisamment mises en œuvre, puisque certaines préconisations perdurent depuis octobre 2023 et qu'aucun suivi de ces préconisations n'est formalisé ;
- CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements,*



*opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter

La société AUCHAN, dont le siège social est situé 200 rue de la Recherche à Villeneuve d'Ascq (59), pour ses installations situées place André Maurois à 67200 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 02/04/2013 susvisé :

« - Arrêté préfectoral du 02/04/2013 :

Article 3.2 Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines et conditions d'abandon d'ouvrage  
(...) L'exploitant surveille, et entretient, les ouvrages de surveillance de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, **il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. (...)**

**Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible. L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées toute décision de cesser d'entretenir un ouvrage et de l'abandonner.**

**Tout ouvrage abandonné doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution. (...)**

### Article 7 - Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. **Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. »**

### Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**Article 5 : exécution**

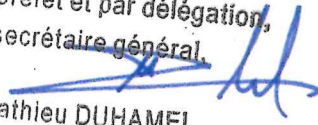
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AUCHAN, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général.

  
Mathieu DUHAMEL

